



**PROJET DE RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES
DANS LA REGION DU CENTRE DE LA RD CONGO**

Rapport Annuel d'avancement d'activités N° 004

Période du rapport : 01 Janvier au 31 décembre 2023



Alimentation en Eau Potable en milieu Rural dans les provinces de Kasai, Kasai central, Kasai Oriental, Lomami et Sankuru.



L'Alimentation d'Eau Potable (AEP) de la ville de Mbuji-Mayi.



Centres de santé construits et équipés



Les écoles ont été construites et équipés



Voirie moderne de la ville de Tshikapa

Contenu

I.	INTRODUCTION.....	2
I. 1.	DONNÉES DU RAPPORT	2
I. 1.	PREAMBULE	3
II.	PRESENTATION DU PROJET.....	5
II. 1.	Aperçu général	5
II.1.1.	Données synthèse du projet	5
II.1.2.	La Zone d'intervention du projet	6
II.1.3.	Organigramme du PRISE	6
II. 2.	Description du projet	7
II.2.1.	But et Objectif du Projet	7
II.2.2.	Composantes et objectifs spécifiques	7
II. 3.	Groupes Cibles	8
II. 4.	CHAINE DES RESULTATS	9
III.	EXECUTION DU PRISE EN 2023.....	10
III. 1.	PREVISIONS DES DEPENSES POUR L'ANNEE 2023	10
III. 2.	EXECUTION FINANCIERE DU PTBA 2023	12
III. 3.	EXECUTION PHYSIQUE DU PTBA 2023	14
IV.	SITUATION DES ACTIVITES DU PROJET AU 31 décembre 2023 (suivi des marchés, exécution financière et exécutions physiques)	16
IV. 1.	Situation des marchés au 31 décembre 2023:	16
IV. 2.	Exécution physique du PRISE au 31 décembre 2023	17
IV. 3.	Exécutions financières du PRISE au 31 décembre 2023	19
IV. 4.	La prise en compte des aspects genre dans PRISE	20
IV. 5.	Prise en comptes des aspects environnementaux,	21
V.	DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.	23
VI.	CONCLUSION	25
VII.	ANNEXES	27

I. INTRODUCTION

I. 1. DONNÉES DU RAPPORT

RAPPORT D'AVANCEMENT D'ACTIVITES			
Titre, sigle et code du projet : Projet de Renforcement des Infrastructures Socio- Economiques, « PRISE ». RDC-BAD: P-CD-E00-002		Agence d'Exécution : Unité d'Exécution du Projet/ Ministère du Développement Rural - Secrétariat Général du Développement Rural	Zones d'intervention du projet : Pays / RD Congo. Provinces : Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Lomami et Sankuru
Secteur : AEPA ; Education et Santé		Date du dernier rapport : 16 octobre 2023.	Date du présent rapport : 18 janvier 2023
Type de rapport : Trimestriel d'avancement d'activités	Période : 01 ^{er} octobre au 31decembre 2023		Année : 2023
	Niveau : National		
Date de démarrage des activités du projet :		Date d'achèvement des activités du projet :	
Prévue : Janvier 2014	Effective : 15 juillet 2014	Estimation initiale : 30 novembre 2018	Estimation actuelle : 31 décembre 2023.
		Dernier décaissement :	
		Estimation initiale : 30 juin 2019	Estimation actuelle : 31 mars 2024

I. 1. PREAMBULE

Conformément aux dispositions des Accords qui régissent le Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-économiques dans la région Centre de la RDC (PRISE), ce dernier a l'obligation de présenter un rapport trimestriel d'avancement d'activités suivant les **prévisions initiales du Projet** mentionnées dans le rapport d'évaluation du Projet et le **Plan de Travail et Budget Annuel 20223** adopté par le Comité de Pilotage le 02 février 2023 et la BAD avait donné son Avis de Non Objection (l'ANO) en date du 09 Aout 2023.

Le projet initialement prévu pour cinq ans a été prorogé progressivement à neuf ans suite au retard observé dans la mise en place de l'équipe du projet soit 7 mois après la signature des accords, l'actualisation des études de l'AEP Mbuji-Mayi par la Regideso soit deux ans après la mise en vigueur du projet, un long processus de passation des marchés des travaux de l'AEP Mbuji-Mayi d'abord lancé en lot unique de deux financements BAD et KFW, puis séparé en deux lots suivant les financements et enfin suspendu à cause d'une lettre anonyme avant que le processus reprenne pour signer le contrat en date du 13 septembre 2019, soit trois ans et huit mois après le lancement du premier DAO en lot unique. La durée du projet PRISE étant lié to travaux de l'AEP Mbuji-Mayi, les cinq ans prévus pour l'exécution du projet étaient dépassés de huit mois lors de la signature du contrat des travaux de l'AEP Mbuji-Mayi.

Le projet était censé clôturé au 31 décembre 2023 mais l'enclavement de la zone du projet et l'importance de dispositifs logistique des travaux d'AEP en milieu rural impacte négativement sur la vitesse de mise œuvre et une prorogation d'une année a été sollicité mais la banque Africaine de Développement a demandé de prendre en compte les activités non achevées de la première phase du projet dans la deuxième phase du projet.

Le tableau ci-dessous présente les activités de la première phase du PRISE à prendre en compte dans la deuxième phase du PRISE suivant l'objection de la BAD à la demande du gouvernement pour la prorogation du Projet au 31 décembre 2024.

n°	Activités	Budget
1	AEP en milieu rural dans les provinces de Kasaï et Kasaï central.	\$3 646 921
2	AEP en milieu rural dans les provinces Kasaï oriental, Lomami et Sankuru.	\$7 051 367
3	Réalisations des travaux de Réhabilitation. Réseau AEP de Mbuji-Mayi + château d'eau +bornes fontaines	\$1 860 568
4	Suivi du plan de gestion environnementale	\$15 000
5	Définition des indicateurs de référence du projet ; Elaboration d'un répertoire "Société Civile", PTF Genre et Etudes socio- économique Genre	\$100 000
6	Audit des comptes exercices des comptes 2021 ,2022et 2023	\$20 000
7	Mission du consultant pour le rapport d'achèvement du projet	\$60 000
8	Mission de sensibilisation pour la pérennisation des activités d'assainissement et d'AEP en milieu rural	\$220 000
	Total	\$12 973 856

Pour ce qui concerne l'avancement physique, les travaux de réhabilitation de 60 écoles, 60 centres de santé, 505 latrines publiques sont achevées, la moyenne pondérée des taux d'exécution physiques de contrats est de 100

% ; les travaux d'AEP en milieu urbain ont été réalisés à 100%. Concernant les travaux des AEP en milieu rural, six contrats avaient été signés. Les contrats N°146 et le contrat N° 163 sont encours achèvement, soit un taux moyen d'exécutions physiques de à 99%, les quatre autres contrats sont en cours d'exécution, le Contrat N° 144 avec un taux d'exécution de de 54 % dont 82% pour les espaces à vivre et 27% pour les AEP en milieu rural, aucun site n'a été achevés ; le contrat N°145 avec un taux d'exécution physique de 82% dont 100% pour les espaces à vivre et 65% pour les AEP en milieu rural ; le contrat N° 170 un taux d'exécution physique de 72,37% des travaux d'AEP en milieu rural et le contrat N°162 avec un taux d'exécution physiques de 42,69%. Delors des dispositions importantes serait à prendre sur les contrats moins performants pour achever avec succès le projet PRISE étant donné selon l'UNICEF 180000 enfants meurent chaque année en Afrique subsaharienne à cause de manque d'eau salubre et d'un assainissement insuffisant.

Aussi après la réception techniques et provisoires, une année d'observation des éventuelles des malfaçons qui pourraient survenir avant de prononcer la réception définitive des travaux, une nouvelle prorogation de la date de clôture du Projet serait une impérative.

En ce moment, les activités du projet sont entièrement engagées, en Unité de compte le taux d'engagement par rapport au budget global du projet est de 96% pour un taux de décaissement de 87% et un taux d'exécution physique global de 91%.

II. PRESENTATION DU PROJET

II. 1. Aperçu général

Le Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Economiques dans la région centre de la RDC (PRISE) fait partie des projets qui ont été conçus pour la mise en œuvre du Plan de développement de la RDC de 2011 à 2015 appelé DSCR II (Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté de deuxième génération). Le PRISE contribue à la réalisation du troisième pilier du DSCR II qui visait « l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et le renforcement du capital humain » en se concentrant sur l'Alimentation en Eau Potable (AEP), la construction des écoles, des Centres de Santé et des latrines publiques. Il faut signaler que le Projet s'est aussi occupé de la voirie urbaine de Tshikapa en vue de protéger contre les érosions, les conduites du système de l'AEP de cette ville.

II.1.1. Données synthèse du projet

Les données de base du Projet au 31 décembre 2023 sont reprises dans le tableau suivant :

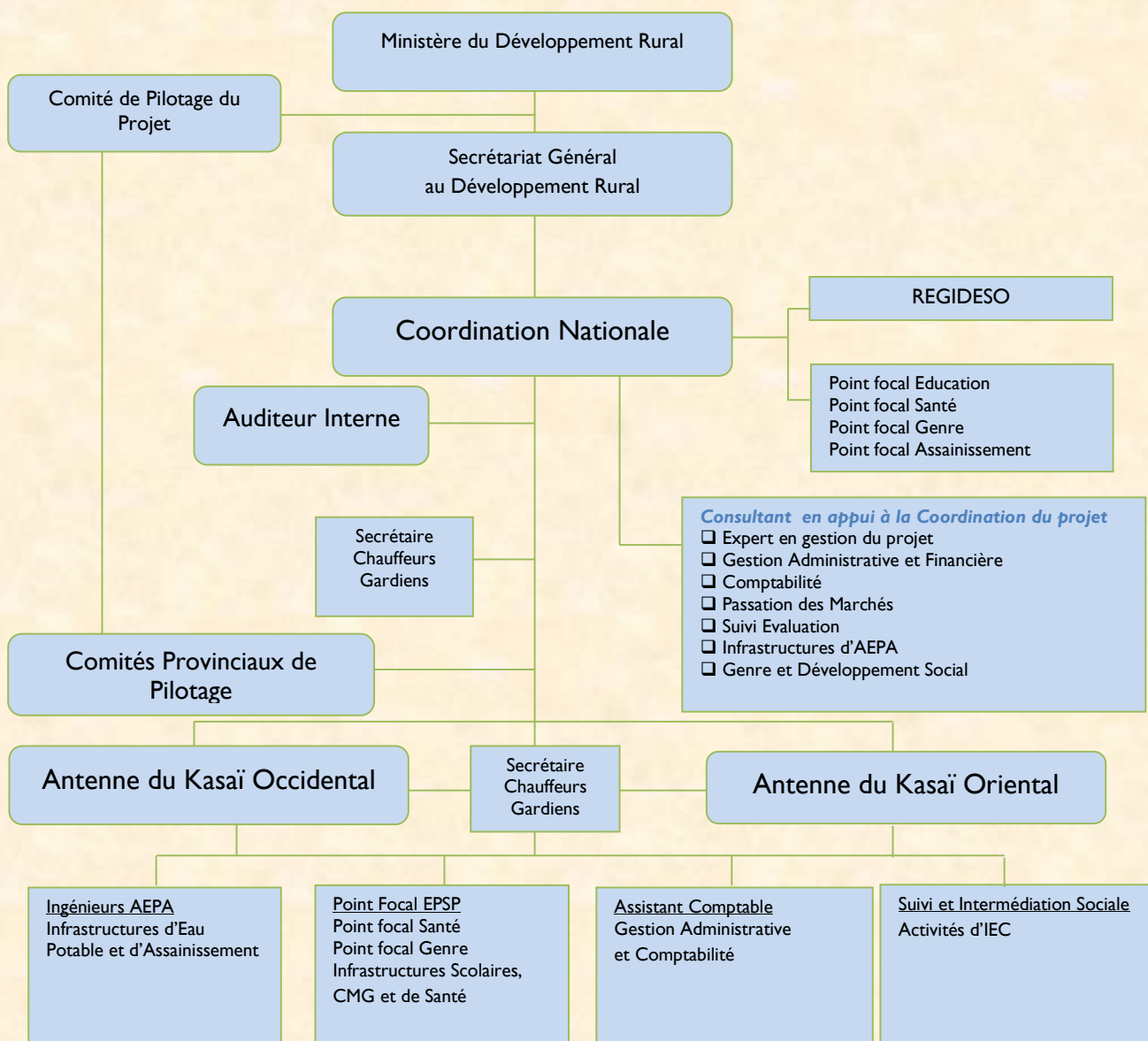
Tableau 2.1 Données synthèses du PRISE au 31 décembre 2023

Libellé	Descriptif sommaire				
Pays	République Démocratique du Congo				
Titre du Projet :					
Numéro du Projet :	P-CD- E00-002				
Sources de financement	Prêt FAD :	Don FAD :	RWSSI	FEF	
Numéro des Dons et Prêt :	2 100 150 030 344	2 100 155 026 317	5 800 155 001 251	5 900 155 005 901	
Date d'approbation du Don/Prêt :	27/11/2013	27/11/2013	27/11/2013	27/11/2013	
Date de signature d'accord :	07/01/2014	07/01/2014	07/01/2014	07/01/2014	
Date d'entrée en vigueur :	13/07/2016	07/01/2014	07/01/2014	07/01/2014	
Date d'entrée en vigueur du 1er décaissement :	01/11/2016	07/10/2014	07/10/2014	07.07.2015	
Source/Coût total du projet :	(En USD)	(En UC)	Montant (en %)		
Prêt FAD :	2 218 341,00	1 475 000,00	1,40%		
Don FAD :	65 459 859,00	43 525 000,00	41,38%		
RWSSI (soit 5,9537 millions d'euros au taux de juillet 2013 de 1UC = 1,14982 €)	7 787 504,88	5 178 000,00	4,92%		
FEF	82 717 800,00	55 000 000,00	52,29%		
TOTAL	158 183 504,88	105 178 000,00	100%		
Sources de financement/Décaissements effectués par le projet au 31 décembre 2023	Prévu/Affecté	Décaissé	Décaissé	Engagement	%/Prévu
	En USD	En USD	En %	En USD	
Prêt FAD :	2 218 341	1 949 515	87,9%	1 949 515	87,9%
Don FAD :	65 459 859	50 923 123	77,8%	56 184 865	85,8%
RWSSI	7 787 505	5 550 874	71,3%	5 750 882	73,8%
FEF	82 717 800	67 796 959	82,0%	75 729 658	91,6%
TOTAL	158 183 505	126 220 471	79,8%	139 614 920	88,3%
Composante/Décaissements effectués par le projet au 31 décembre 2023	Montant Total (en USD)		Décaissé et engagé par composante au 31 décembre 2023 (%)		
	Prévu/Affecté	Décaissé	Décaissé	Engagement	%/Prévu
Infrastructures d'AEPA, Sanitaire et Scolaire :	138 202 808	111 677 433	80,8%	124 090 290	89,8%
Etudes et Renforcement des Capacités :	7 707 019	4 027 789	52,3%	4 948 976	64,2%
Gestion et Coordination du projet :	12 273 678	10 515 249	85,7%	10 575 654	86,2%
TOTAL	158 183 505	126 220 471	79,8%	139 614 920	88,3%
Catégorie des dépenses/Décaissements effectués par le projet au 31 décembre 2023	Montant Total (en USD)		Décaissé et engagé par catégorie au 31 décembre 2023 (%)		
	Prévu/Affecté	Décaissé	Décaissé	Engagement	%/Prévu
Biens	6 644 419	5 921 912	89,1%	6 090 823	91,7%
Travaux	125 225 803	99 565 273	79,5%	111 882 850	89,3%
Services	14 421 783	10 399 665	72,1%	11 307 626	78,4%
Fonctionnement	9 966 435	8 575 641	86,0%	8 575 641	86,0%
Divers	1 925 065	1 757 980	91,3%	1 757 980	91,3%
TOTAL	158 183 505	126 220 471	79,8%	139 614 920	88,3%
Date limite estimée du dernier décaissement :	30-déc.-2023				
Durée du Projet :	9 ans (Janvier 2014 - 30 juin 2023)				
Coordonnateur National :	Deo NSUNZU (Mr)				
Responsable du projet/BAD	Bruno ZALI ZALI (Mr)				

II.1.2. La Zone d'intervention du projet

Le Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Economiques dans la région du centre de la RDC (PRISE) couvre les deux anciennes Provinces du Kasai actuellement démembrées en cinq nouvelles Provinces à savoir : le Kasai, le Kasai Central, le Kasai Oriental, la Lomami et le Sankuru couvrant une superficie de 327 851 km² et 26 territoires, 23 communes, 146 secteurs. D'après les données publiées par l'INS en 2010, la population de la zone du projet est estimée à 8 207 041 habitants, soit environ 12 % de la population congolaise. En utilisant la méthode rationnelle pour l'estimation de la population, en 2021 cette population de la région du centre peut être estimée à 12 634 363 habitants.

II.1.3. Organigramme du PRISE



II. 2. Description du projet

II.2.1. But et Objectif du Projet

L'objectif global du Projet est de contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques et sanitaires des populations de 5 Provinces de l'ex Kasai. De façon spécifique, le Projet devra assurer durablement l'accès de la population à l'eau potable, à l'assainissement, à l'éducation de base et aux soins de santé primaires et contribuer à créer des conditions favorables à la promotion de l'investissement privé dans la zone d'intervention du PRISE.

II.2.2. Composantes et objectifs spécifiques

Pour atteindre les objectifs du projet, les principales actions retenues sont regroupées dans les trois composantes ci-après :

Composante A : Développement des infrastructures (AEPA, écoles, Centres de Santé, Toilettes publiques et Centre Genre)

Composante B : Etudes et Renforcement des capacités

Composante C : Coordination et Gestion du Projet

Le tableau suivant donne les activités détaillées du projet et leur coût par composante :

Tableau 1.1 : Coût, sous composantes et activités par composante du PRISE

Composante	Coût (millions d'UC)	Sous-composantes	Activités
A) Développement des infrastructures (AEPA, écoles, centres de santé, toilettes publiques, Centre Genre)	89,95 (85,53%)	Milieu rural	1. Réalisation de 60 systèmes d'AEP ; 2. Construction de 494 latrines publiques ; 3. Construction et équipement de 60 écoles, 4. Construction et équipement de 60 Centres de Santé, 5. Construction et équipement d'un Centre Multifonctionnel Genre ; 6. Suivi et contrôle des travaux ; 7. Campagne d'IEC pour l'AEPA.
		Milieu urbain	1. Construction de 3 châteaux d'eau 2 Réhabilitation de 272.100 ml du réseau d'AEP de Mbuji-Mayi ; 3. Acquisition de 6 groupes électrogènes pour le système d'AEP de Tshikapa ; 4. Travaux de lutte antiérosive pour la protection des conduites du système d'AEP de Tshikapa ; 5. Suivi et contrôle des travaux ; 6. Campagne d'IEC pour AEP ;
B) Etudes et Renforcement des capacités	7,52 (7,14%)	Milieu rural	1. Elaboration de la stratégie de mise en œuvre du sous-secteur de l'AEP en milieu rural ; 2. Réalisation d'une étude de mise en place d'un réseau pilote de suivi des ressources en eau du fleuve Kasai ; 3. Réalisation des études socio-économiques ; 4. Elaboration d'un répertoire société civile et PTF du Genre ; 5. Renforcement des capacités des homologues du projet du SGDR (formations aux procédures d'acquisition, décaissement et gestion financière) ; 6. Renforcement des capacités des acteurs locaux (formations en maintenance et gestion des ouvrages) ; 7. Formation de 1000 femmes pour le développement des Activités Génératrices de Revenus ; 8. Le renforcement des capacités des membres des 60 unités de gestion des systèmes d'AEP.
		Milieu urbain	1. Réalisation de l'étude de la centrale hydroélectrique de Tshikapa ; 2. Renforcement des capacités des Ministères bénéficiaires du projet.
C) Coordination et Gestion du projet	7,71 (7,33%)	Milieux urbain et rural	1. Fonctionnement (salaires ; indemnités ; frais de missions ; consommables ; carburant...) 2. Elaboration du manuel de procédures ; 3. Audits des comptes.

II. 3. Groupes Cibles

Les groupes cibles du Projet sont les **populations du milieu rural** de la région du centre de la RDC (Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami et Sankuru), particulièrement les enfants et les femmes vivant dans le milieu rural de cette région. Le Projet contribue à l'autonomisation économique des **femmes et des jeunes**.

En **milieu urbain**, le choix de **la ville de Mbuji-Mayi**, le centre urbain le plus peuplé de cette région, se justifie par le fait qu'elle comptait en 2014 selon l'INS près de trois (3) millions de personnes, soit environ la moitié de la population de la Province du Kasaï Oriental, mais ne disposait que d'un embryon de système d'AEP très vétuste qui ne couvrait qu'une très faible partie des besoins de sa population. La BADEA avait déjà financé à hauteur de 8,3 millions d'UC, les ouvrages de production d'eau potable (captage et conduite de transfert jusqu'au réservoir de Bakwa Kapanga). L'intervention du Projet porte sur la réalisation des ouvrages de stockage et d'une partie du réseau de distribution. Elle sera complétée par un financement de la KFW pour un montant de 17,4 millions d'UC, qui sera utilisé pour la production de l'énergie électrique et participera également à la réhabilitation et l'extension du réseau.

A **Tshikapa**, le Projet a déjà permis de garantir le fonctionnement du système d'AEP de cette ville qui a été financé par la BAD dans le cadre du PEASU.

En effet la fourniture de l'énergie électrique pour le fonctionnement des installations de la REGIDESO, construites par PEASU, n'était pas assurée ainsi dans le cadre du PRISE :

- (i) des groupes électrogènes d'une somme des puissances 1,628 MW (avec une provision de carburant et des lubrifiants) avaient été fournis et installés ;
- (ii) une étude de faisabilité pour la construction d'une micro- centrale hydro-électrique dans la rivière Lovua avait été réalisée en prévision d'une solution pérenne pour la fourniture de l'énergie électrique dans les installations d'AEP de la Régideso à TSHIKAPA ;
- (iii) les travaux de lutte antiérosive pour la protection des ouvrages AEPA ont été réalisés à Tshika

II. 4. CHAINE DES RESULTATS

Impacts

- (1.1) Taux de prévalence des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de 5 ans réduit à 15% en 2020. ;
- (1.2) Taux de mortalité infanto juvénile réduit à 60 pour mille en 2020 ;
- (1.3) Taux Brut de fréquentation dans le primaire augmenté à 93,2 % en 2018
- (1.4) Pourcentage enfants (-5 ans) avec insuffisance pondérale réduit à 14% en 2020.

Effets

- (2.1) Taux d'accès à l'eau potable amélioré à 40% en 2018 ; (2.2) Taux d'accès à l'assainissement amélioré à 23 % en 2018
- (2.3) Populations bénéficiant des soins de santé augmentée à 1 000 000 en 2018 ; (2.4) Population additionnelle bénéficiant d'un enseignement primaire de qualité est de 36 000 enfants en 2018 ; (2.5) Nombre de femmes gérantes des AGR est de 1 000 en 2018.

Produits

- (3.1.) Système d'AEP pour la ville de Mbuji-Mayi réalisé et 60 systèmes AEP dont 23 solaires réalisés en milieu rural ;
- (3.2) 272 100 ml de réseau réhabilité et/ou réalisés à Mbuji-Mayi ; (3.3) 6 groupes électrogènes d'une puissance totale de 1350Kva installés à Tshikapa ; (3.4) 494 latrines publiques construites ;
- (3.5) 60 écoles construites ou réhabilitées et équipées ; (3.6) 01 CMG construit et équipé ;
- (3.7) 60 centres de santé construits ou réhabilités et équipés ;
- (3.8.) 2 260 emplois permanents créés dont 15 00 (66 %) pour les femmes

- (4.1) 26 matériels roulants ; 61 équipements de bureaux ; 20 équipements techniques ;
- (4.2) 1000 femmes formées et appuyées ;
- (4.3) 60 contrats de gestion mis en place ;
- (4.4) 310 membres formés dont 40 % de femmes ;
- (4.5) 7 Etudes réalisées

- (5.1) 38 rapports d'avancement ;
- (5.2) 8 rapports d'audit au 31 décembre 2023 ;
- (5.3) 38 RSF au 31 décembre 2023.

Activités

Composante A : Développement des infrastructures

- (A1) Travaux d'AEP ;
- (A2) Travaux d'assainissement ;
- (A3) Construction d'écoles, de centres de santé et d'un centre Genre ;
- (A4) Actions d'IEC pour AEP et Assainissement ;
- (A5) Surveillance et contrôle des travaux.

Composante B : Etudes et Renforcement des capacités

- (B1) Appui en équipements de bureau et équipements techniques de terrain ;
- (B2) Formation des membres de la coordination du projet et des acteurs locaux de terrain ;
- (B3) Etudes.

Composante C : Gestion du projet :

Activités de gestion du projet

III. EXECUTION DU PRISE EN 2023

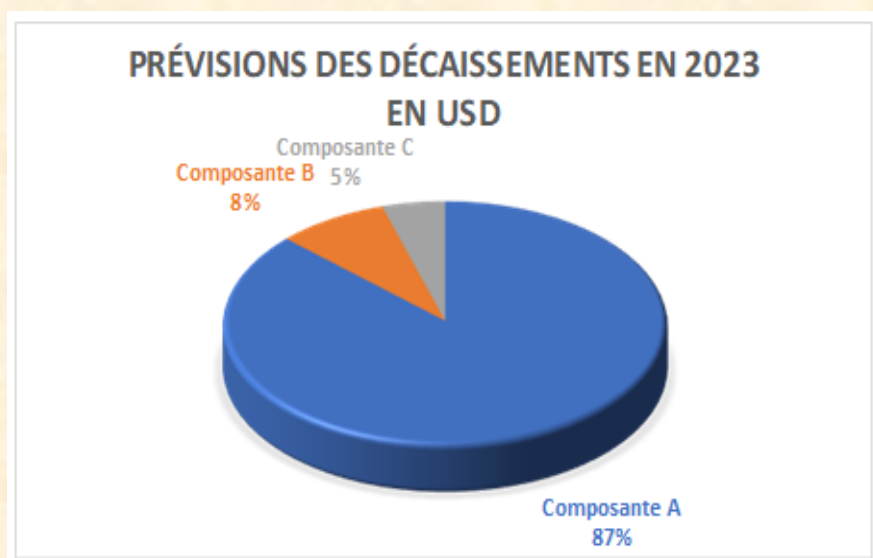
III. 1. PREVISIONS DES DEPENSES POUR L'ANNEE 2023

Les tableaux et les graphiques qui suivent, illustrent les répartitions des engagements et des dépenses prévisionnelles de 2023 pour le PRISE.

Tableau 19. Répartitions des engagements et des dépenses prévisionnelles de 2023 par composante

Composante	Nouveaux Engagements 2023 en USD	Prévisions des décaissements en 2023 en USD	Prévisions des décaissements en 2023 en UC	Proportion prévisions des décaissements en 2023
Composante A	4 462 928,57	34 054 536,62	22 643 246,24	86,99%
Composante B	3 219 127,51	3 255 127,51	2 164 371,06	8,32%
Composante C	1 845 876,93	1 835 876,93	1 220 695,32	4,69%
Total	9 527 933,01	39 145 541,06	26 028 312,63	100,00%

Graphique 3 : Répartition des dépenses attendues en 2023 par composante



La composante A comprend :

- la catégorie des travaux la réhabilitation par la construction des écoles, des centres de santé et les latrines achevés ne concerne que le paiement des retenus de garanties des bonnes exécutions sur trois contrats et ne présente que 0,5% du budget annuel ; les travaux de

l'AEP Mbuji-Mayi présente 33,7% de prévisions du budget annuel ; les travaux des AEP en milieu rural présente 48 % des prévisions du budget annuel ; Travaux dalots au Centre Multifonctionnel Genre présente 0,3% des prévisions du budget annuel.

- **La catégorie bien** ne concerne que l'équipement complémentaire du CMG et acquisition de l'Energie solaire et ne présente que 0,3% des prévisions du budget annuel
- **La catégorie service** dans composante présente 4,2 % et ne concerne que les missions de contrôle des travaux d'AEP en milieu urbain et en milieu rural.

1. La composante B, la composante d'études et renforcement des capacités, présente 8,3% des prévisions du budget annuel et les Etudes géophysiques complémentaires et impacts Environnementaux dans les 25 provinces (Géophysiques et mini réseaux) présente 65% des prévisions de la composante B.
2. La composante gestion de projet, ne concerne que l'audit externe des comptes du projet, les mises de Tom pro et le fonctionnement du projet.

Tableau 20. Répartition des engagements et des dépenses prévisionnelles de l'année 2023 par catégorie.

Composante	Nouveau Engagements 2023 en USD	Prévisions des décaissements en 2023 en USD	Prévisions des décaissements en 2023 en UC	Proportion prévisions des décaissements en 2023
Travaux	3 829 000,00	32 229 293,06	21 429 621,17	82,3%
Biens	133 928,57	144 953,73	96 381,37	0,4%
Services	3 784 973,51	4 991 263,34	3 318 747,40	12,8%
Fonctionnement	1 665 876,93	1 665 876,93	1 107 660,40	4,3%
Divers	114 154,00	114 154,00	75 902,28	0,3%
Total	9 527 933,01	39 145 541,06	26 028 312,63	100,0%

La catégorie travaux concerne essentiellement les travaux des AEP en milieu urbain et en milieu rural ;

La catégorie services concerne les activités suivantes : Appui au renforcement des capacités des cadres et agents du secrétariat général du développement rural, Etudes géophysiques complémentaires et impacts

Environnementaux dans les 25 provinces. (Géophysiques et mini réseaux), Suivi du plan de gestion environnementale, Appui à la réforme sectorielle de l'AEP, Elaboration stratégie de mise en œuvre du plan national de l'AEP en milieu rural et les missions de contrôle des travaux d'AEP en milieu urbain et rural

Graphique 2 : Répartition des dépenses prévisionnelles en 2023 par catégorie.

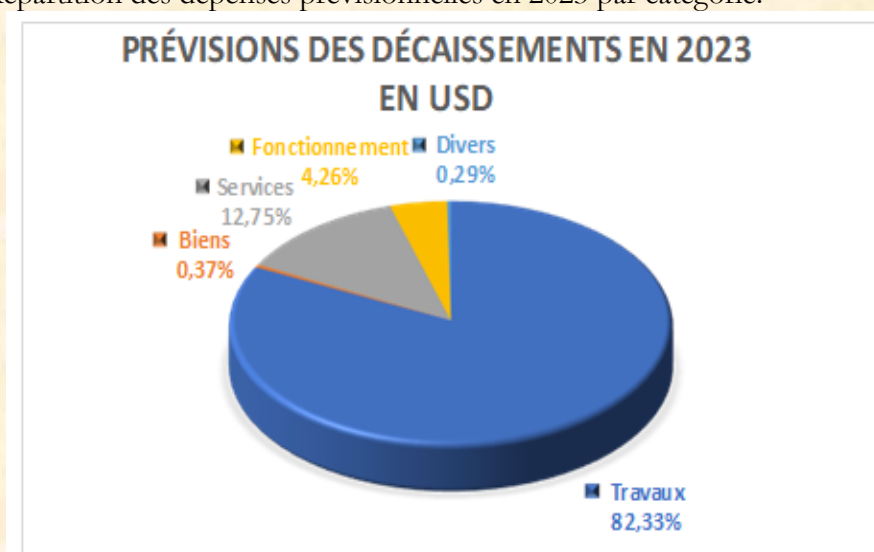


Tableau21

Répartition des engagements et des dépenses prévisionnelles de l'année 2023 par source de financement

Composante	Nouveau Engagement 2023 en USD	Prévisions des décaissements en 2023 en USD	Prévisions des décaissements en 2023 en UC	Proportion prévisions des décaissements en 2023
FEF		18 977 378,48	12 618 273,41	48,5%
FAD		18 067 962,15	12 013 592,22	46,2%
RWSSI		2 100 199,91	1 396 446,66	5,4%
Prêt FAD		-	-	0,0%
Total		39 145 540,55	26 028 312,29	100,0%

Graphique 4 : Répartition des dépenses prévisionnelles en 2023 par source financement



III. 2.EXECUTION FINANCIERE DU PTBA 2023

En ce qui concerne l'exécution du PTBA 2023, on peut se référer aux tableaux suivants qui donnent une analyse par composante, par catégorie et par source de financement.

Au 31 décembre 2023 par composante, le tableau suivant nous donne les informations pertinentes d'exécution du Projet.

Tableau 3.2.1. : Taux de réalisation du PTBA 2023 au 31 décembre 2023 par composante.

Projets/catégories	Budget Global en USD	Réalizations 2014, 2015 ,2016, 2017, 2018, 2019, 2020,2021 et 2022 en USD	Budget de réalisation 2023			
			Budget/PTBA 2023 en USD	Flux de réalisation du 1 janvier au 31 décembre 2023 en USD	Réalizations du 01/01 au 31 /12 /2023 en USD	Taux de réalisation PTBA 2023 en %
	('1)	('2)	('3)	('4)	('5)	('6) = ('5)/('3)
Infrastructures d'AEPA, sanitaires et scolaires	138 202 808	98 515 726	34 054 537	2 000 698	13 161 707	38,65%
Etudes et renforcement des capacités	7 707 019	3 889 636	3 255 128		138153	4,24%
Coordination et gestion du projets	12 273 678	9 420 133	1 835 877	12 850	1 095 116	59,65%
Total	158 183 505	111 825 495	39 145 541	2 013 548	14 394 976	36,77%

Le PTBA 2023 avait prévu des dépenses de 39 145 541 USD, le taux de réalisation de décaissement du PTBA au 31 décembre est de 36,77% soit un gain de 11% par rapport au trimestre passé. Le taux est relativement faible de réalisation à la fin de l'année ce qui justifie l'annonce d'une demande prorogation de la durée du projet étant donné qu'il n'était pas possible d'achever le volume des travaux restants au 31 décembre 2023.

Tableau 3.2.2. : Taux de réalisation du PTBA 2023 au 31 décembre 2023 par catégorie

Projets/catégories	Budget Global en USD	Réalizations 2014, 2015 ,2016, 2017, 2018, 2019, 2020,2021 et 2022 en USD	Budget de réalisation 2023			
			Budget/PTBA 2023 en USD	Flux de réalisation du 1 janvier au 31 décembre 2023 en USD	Réalisations du 01/01 au 31 /12 /2023 en USD	Taux de réalisation PTBA 2023 en %
	('1)	('2)	('3)	('4)	('5)	('6) =('5)/('3)
TRAVAUX	125 225 803	87 772 873	32 229 293	1 326 415	11 792 399,96	36,59%
BIENS	6 644 419	5 921 912	144 954		0,00	0,00%
SERVICES	14 421 783	8 993 356	4 991 263	687 134	1 406 310	28,18%
Divers	1 925 065	1 643 980	114 154,00		114000	100%
FONCTIONNEMENT	9 966 435	7 493 374	1 665 877		1 082 267	64,97%
Total	158 183 505	111 825 495	39 145 541	2 013 548	14 394 976	36,77%

En ce qui concerne la catégorie Divers, une seule activité avait été programmé pour l'année 2023, c'est l'activité des microcrédits au Centre Multifonctionnel Genre En ce moment, la commission d'affectation de la Secrétaire Générale du ministère de genre, famille et enfants a été entérinée par le gouverneur de la province de Kasai oriental. Le comité de gestion de CMG est mis en place, l'ouverture des comptes pour les microcrédits réalisés. La liste des associations bénéficiaires des microcrédits a été actualisée. La somme prévue pour ladite activité a été transférer au Centre Multifonctionnel Genre.

Pour la réalisation du PTBA 2023 par source de financement, on peut analyser le tableau suivant :

Tableau 4.2.3. : Taux de réalisation du PTBA 2023 au 31 décembre 2023 par source de financement

Projets/financement	Budget Global en USD	Réalizations 2014, 2015 ,2016, 2017, 2018, 2019, 2020,2021 et 2022 en USD	Budget de réalisation 2023			
			Budget/PTBA 2023 en USD	Flux de réalisation du 1 janvier au 31 décembre 2023 en USD	Réalisations du 01/01 au 31 /12 /2023 en USD	Taux de réalisation PTBA 2023 en %
	('1)	('2)	('3)	('4)	('5)	('6) =('5)/('3)
Don FAD	65 459 859	42 504 796	18 067 962	1 342 424	8 418 327	46,59%
Prêt FAD	2 218 341	1 949 515			0	0,00%
Don RWSSI	7 787 505	4 784 778	2 100 200	28 442	766 097	36,48%
Don FEF	82 717 800	62 586 406	18 977 378	642 682	5 210 553	27,46%
Total	158 183 505	111 825 495	39 145 541	2 013 548	14 394 976	36,77%

Au 31 décembre 2023, un ralentissement dans l'utilisation des ressources du don FAD et don FEF est dû essentiellement au retard enregistré dans l'avancement des travaux des AEP en milieu rural.

III. 3.EXECUTION PHYSIQUE DU PTBA 2023

Tableau 3.3.1. Absorption financière et Exécutions Physiques PTBA 2023 par composante

Composante	Prévisions des décaissements en 2023	Absorption du budget annuel 2023 au 31 décembre en USD	Taux d'absorptions 2023 en %	Taux des exécutions physiques 2023 au 31 décembre en %
Composante A	34 054 537	13 161 707	38,6%	59%
Composante B	3 255 128	138 153	4,2%	14%
Composante C	1 835 877	1 095 116	59,7%	66%
Total	39 145 541	14 394 976	36,8%	55%

Le taux de décaissement de la composante de développement des Infrastructures (A) est de 38,6%, un taux encore faible par rapport aux objectifs de l'année mais nous observons un taux de décaissement de 59% ce qui signifie que plus ou moins 11% du budget de la composante n'a pas encore été décaissé. Toutes fois c'est une bonne amélioration parce qu'il y a un gain de 3 points en pourcentage par rapport au trimestre passé. Notons que 87,00% des activités programmées pour l'année 2023 sont de la composante A et 81,60% sont des travaux d'AEP en milieu rural et urbain.

Le taux d'exécution global du PTBA 2023 au 31 décembre 2023 est de 55% pour un décaissement de 37 %, plus ou moins 8 % des prévisions de l'année sont encours de décaissement pour faire 55% de décaissement des prévisions du projet pour l'année 2023.

Graphique 1.

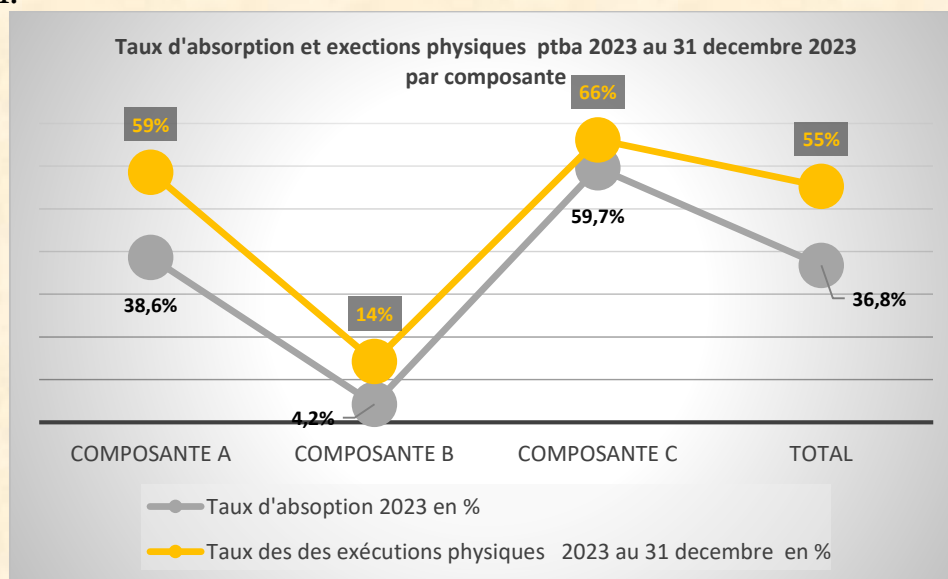
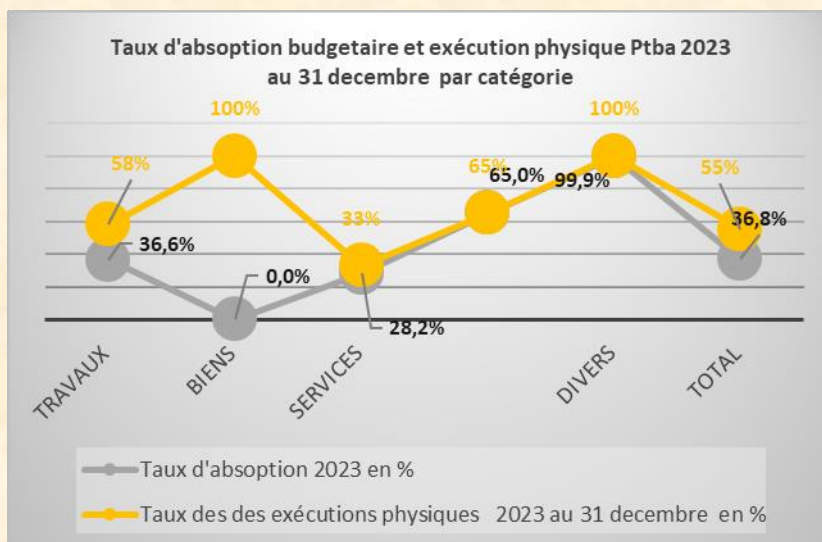


Tableau 3.3.3. Absorption financière et Exécutions Physiques PTBA 2023 par catégorie

Composante	Prévisions des décaissements en 2023	Absorption du budget annuel 2023 au 31 décembre en USD	Taux d'absorption 2023 en %	Taux des exécutions physiques 2023 au 31 décembre en %
Travaux	32 229 293,06	11 792 400	36,6%	58%
Biens	144 953,73	-	0,0%	100%
Services	4 991 263,34	1 406 310	28,2%	33%
Fonctionnement	1 665 876,93	1 082 267	65,0%	65%
Divers	114 154,00	114 000	99,9%	100%
Total	39 145 541,06	14 394 976	36,8%	55%

Par observation de ce tableau nous constatons que les taux d'exécution physiques de la catégorie des travaux sont de 58% soit un gain de 21 points par rapport au trimestre dernier. Une bonne vitesse d'exécution des travaux observée dans l'exécution du contrat N° 170 des travaux d'AEP en milieu rural, (AEP Urbain de Mbuji-Mayi reste le rinçage et désinfection de la conduite qui se feront au moment de la connexion à la station de pompage qui fait partie des travaux de lot2. Concernant le travail d'écoles, centre de santé et latrines ne s'agissait que le décaissement des soldes de certains contrats. Dans la catégorie de biens, il a été programmé pour l'année 2023 de fournir les équipements complémentaires et l'Energie solaire au Centre Multifonctionnel Genre, l'activité réalisée à 100%.

Graphique 2



IV. SITUATION DES ACTIVITES DU PROJET AU 31 décembre 2023 (suivi des marchés, exécution financière et exécutions physiques)

IV. 1. Situation des marchés au 31 décembre 2023:

Au 31 décembre 2023, PRISE a signé 146 contrats ont été signés pour une somme de 131 039 279USD et en considérant 8 575 641 USD qui est la somme des reconstitutions des fonds par le compte spécial FAD, les engagements du PRISE au 31 décembre 2023 sont de 139 614 920USD répartis par composante et catégorie de la façon suivante :

Tableau 4.1 : Répartition des contrats signés au 31 décembre 2023 par composante et catégorie
La somme totale des contrats signés au 31 décembre 2023 répartis par composante dans le tableau suivant :

Catégorie	Composante			Total
	Composante A	Composante B	Composante C	
Travaux	81	0	0	81
Biens	15	5	1	21
Services	12	10	19	41
Divers	0	3	0	3
Total	108	18	20	146

La composante A, a connu la signature de 108 contrats (soit 74 % de l'ensemble des contrats) dont 81 pour les travaux, 15 pour les biens et 12 pour les services tandis que les composantes B présente 18 contrats signés et la composante C présente 20 contrats signés ce qui fait une somme de 146 contrats signés pour l'ensemble du Projet au 31 décembre 2023.

Tableau 4.2 : Répartition des soldes à payer sur les engagements par composante au 31 décembre 2023

Composante	Coût total		Engagements au 31 décembre 2023		Décaissements au 31 décembre 2023		Solde à payer après exécutions physiques en USD
	Montant en USD	%	Montant en USD	%	Montant en USD	%	Montant en USD
Composante A	138 202 808	87,37%	124 090 290	88,88%	111 677 433	88,48%	12 412 857
Composante B	7 707 019	4,87%	4 948 976	3,54%	4 027 789	3,19%	921 186
Composante C	12 273 678	7,76%	10 575 654	7,57%	10 515 249	8,33%	60 406
Total	158 183 505	100,00%	139 614 920	100,00%	126 220 471	100,00%	13 394 449

Il ressort de ce tableau qu'une somme de **13 394 449 USD** reste à payer sur les engagements réalisés dans la composante de développement des Infrastructures, la composante qui présente 89% de la totalité des engagements du projet.

Dans la composante B qui concerne les études et le renforcement des capacités, un sol de 921 186 USD est dégagé du essentiellement du contrat des études géophysiques et d'impacts environnementaux sur les 40 sites du PRISE II, les études de suivi des ressources en eaux dans la rivière Kasai dont un parti du contrat a été payé par le fonctionnement, l'élaboration de stratégie de mise en œuvre du plan national de l'AEP en milieu rural, étude de mise en place d'un réseau pilote de suivi des ressources en eau du sous bassin du fleuve Kasai et le 30% pour l'évaluation final des indicateurs qui n'a pas été réalisé. Si on s'intéresse à la répartition, les soldes à payer sur les engagements par catégorie, le tableau qui suit nous renseigne.

Tableau 4.3 : Répartition des engagements et des décaissements de PRISE par catégorie au 31 décembre 2023

Catégorie	Coût total		Engagements au 31 décembre 2023		Décaissements au 31 décembre 2023		Solde à payer après exécutions physiques en USD
	Montant en USD	%	Montant en USD	%	Montant en USD	%	Montant en USD
Travaux	125 225 803	79,16%	111 882 850	80,14%	99 565 273	78,88%	12 317 577
Biens	6 644 419	4,20%	6 090 823	4,36%	5 921 912	4,69%	168 911
Services	14 421 783	9,12%	11 307 626	8,10%	10 399 665	8,24%	907 961
Fonctionnement	9 966 435	6,30%	8 575 641	6,14%	8 575 641	6,79%	0
Divers	1 925 065	1,22%	1 757 980	1,26%	1 757 980	1,39%	0
Total	158 183 505	100,00%	139 614 920	100,00%	126 220 471	100,00%	13 394 449

On observe qu'une somme de 12 317 577 USD reste à payer sur les engagements de la catégorie travaux, cette catégorie présente 80% de la totalité d'engagements du projet.

IV. 2. Exécution physique du PRISE au 31 décembre 2023.

Le taux d'exécution physique global des activités du PRISE depuis 91 % au 31 décembre 2023, Il y a eu un gain de 1 points de % par rapport au taux d'exécutions physiques du projet du trimestre précédent. Une évolution du taux des exécutions physiques très faible par rapport à la durée restante de la mise en œuvre du projet.

Notons la vitesse d'exécution des travaux des AEP en milieu rural a été lente d'une façon globale il y a un gain de 2 points par rapport au 30 septembre 2023 dont le taux des exécutions physiques était de 74 %. Une bonne avancée des travaux de l'AEP Mbuji-Mayi dont le taux des exécutions physiques ont été achevé à 100 % au 31 décembre 2023.

Le taux moyen d'exécutions physiques des activités pour lesquelles PRISE a signé des contrats au 31 décembre 2023 est de 90%. Il faut aussi noter que la moyenne qui a été calculée pour obtenir cet indicateur est une moyenne pondérée des taux d'exécution physique des activités.

Les tableaux suivants donnent les taux d'avancement des activités par catégorie :

Tableau 4.5 : Taux moyen d'exécution physique des activités du PRISE par composante au 31 décembre 2023

Composante	Coût Total en IUSD	Engagements en USD	Taux d'exécution physique en % au 31 décembre 2023	
			Global	Des activités engagées
Composante A	138 202 808	124 090 290	91%	90%
Composante B	7 707 019	4 948 976	67%	81%
Composante C	12 273 678	10 575 654	99%	99%
Total	158 183 505	139 614 920	91%	90%

Le tableau suivant nous renseigne sur l'exécution des travaux par catégorie.

Tableau 4.6 : Taux moyen d'exécution physique des activités du PRISE selon la catégorie au 31 décembre 2023

Catégorie	Coût Total en USDF en USD	Engagements en USD	Taux d'exécution physique (%) au 31 décembre 2023	
			Global	des activités engagées
Travaux	125 225 803	111 882 850	90%	89%
Biens	6 644 419	6 090 823	100%	100%
Services	14 421 783	11 307 626	80%	91%
Fonctionnement	9 966 435	8 575 641	100%	100%
Divers	1 925 065	1 757 980	100%	100%
Total	158 183 505	139 614 920	91%	90%

Toutes les activités engagées dans la catégorie diverse ont été exécutées à 100% et le fond destiné pour les microcrédits pour financer les activités génératrices ont été transmis au Centre Multifonctionnel Genre.

Tableau 4.4 : le suivi de l'avancement du projet par indicateurs au 31 décembre 2023

Type d'infrastructures	Nombre contracté	Nombre prévu	Taux de production des ouvrages prévus	Nbre achevés	Encours d'achèvement	A prendre en compte dans PRISE II	Non démarré
Latrines	505	494	102%	505	0	0	0
Ecoles	60	60	100%	60	0	0	0
Centres de santé	60	60	100%	60	0	0	0
CMG	1	1	100%	1	0	0	0
Bureau du Projet	2	2	100%	2	0	0	0
Direction Nationale de l'Hygiène	1	1	100%	1	0	0	0
Voirie urbaine (kms)	6,9	6,9	100%	6,9	0	0	0
AEP en milieu urbain	1	1	100%	1	0	0	0
AEP en milieu rural	60	60	43%	35	7	18	0

Les Centres de Santé, les écoles et les latrines publiques sont les infrastructures qui connaissent un taux d'exécution physique de 100%. Tous les travaux ont été achevés et remis aux bénéficiaires. Tous les centres.

La voirie urbaine de Tshikapa de 6,9 km et 6,6 kilomètres linéaires de caniveaux en béton armé construits et 198,2ml de dalots ont été réalisés à 100% et le paiement a été effectué en totalité.

La réhabilitation des bâtiments administratifs est terminée avec des taux d'exécution de 100% pour les Bureaux du Projet, de la Direction Nationale de l'hygiène à Kinshasa et du CMFG avec des taux d'exécution physique et financière de 100%.

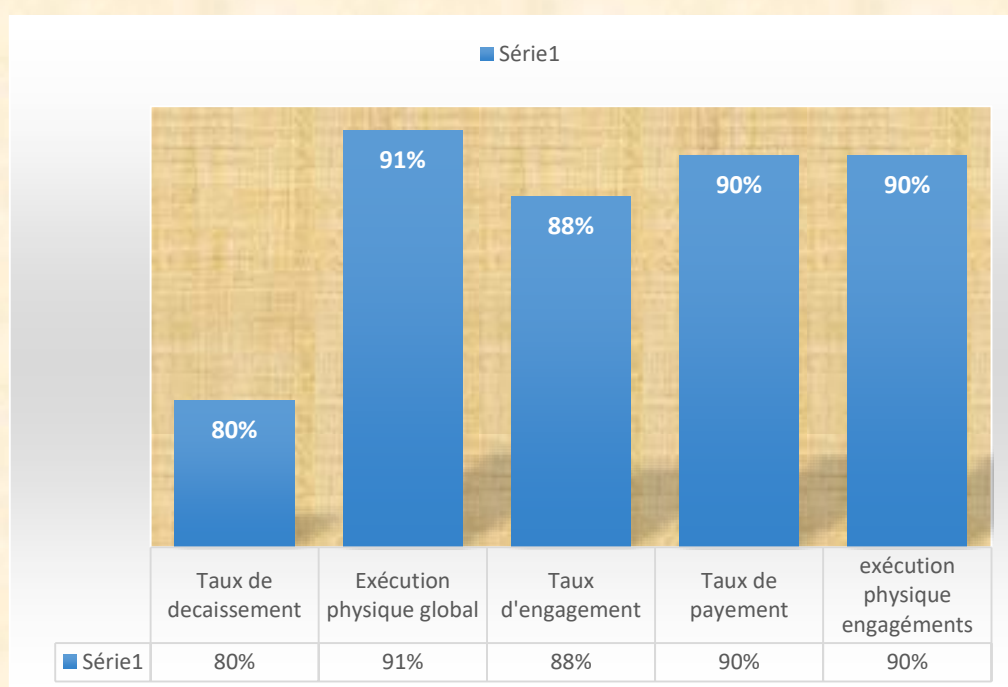
En ce qui concerne l'AEP en milieu rural, 6 contrats sont en cours d'exécution présentant globalement un taux des exécutions physiques de 76%.

En termes de taux de réalisation des travaux d'AEP, 100% des forages réalisés soit 59 forages et 2 captages des sources réalisés sur 62 forages prévus, 57% des châteaux d'eaux réalisés soit 42 châteaux d'eaux réalisés sur 60 châteaux prévus.

IV. 3. Exécutions financières du PRISE au 31 décembre 2023

L'ensemble des contrats signés et les engagements par le compte spécial du PRISE au 31 décembre 2023 représentent un montant de 139 614 920USD. Le taux d'engagement au 31 décembre 2023 par rapport au budget global du Projet est actuellement de 91%. Aucun contrat n'a été signé pendant le deuxième trimestre de l'année 2023.

Graphique 4.1 : Taux de décaissement, d'engagement, de paiement et d'exécution physique des activités du PRISE au 31 décembre 2023.



Il ressort de ce graphique que 88,3 % du budget global du projet a été engagé alors que les exécutions physiques globales présentent un taux de 90% et le taux de décaissement est de 80% en considérant le budget global du projet en dollars américains. Le taux de paiement est de 90% et les taux des exécutions physiques sur les activités engagées est de 90%.

IV. 4. La prise en compte des aspects genre dans PRISE

Le Genre en tant que secteur transversal est impliqué dans toutes les composantes du Projet PRISE :

a. Composante Infrastructures d'AEPA, Sanitaires, Scolaires et Centre

Dans le cadre de la composante Infrastructure du projet, un Centre Multifonctionnel genre a été construit à Mbuji-Mayi et équipé des mobiliers de bureaux, équipements informatiques ; 8 Motos SUZUKI TF 125 et 2 groupes électrogènes de 12 KVA chacun.

En 2017, des équipements complémentaires avaient été acquis et livrés au Centre. Il s'agit de :

- 6 congélateurs dont 2 électriques, 2 mixtes (pétrole et électricité) et 2 solaires ;
- 8 glacières isothermes et de collecte.

Les activités de la prise en compte de la dimension genre sont assurées par Un Point Focal National Genre qui y veille dans tous les aspects de mise en œuvre du projet.

b. Composante Etudes et renforcements des capacités

Le comité de gestion du Centre Multifonctionnel Genre est entré officiellement en fonction au mois d'Avril de l'année 2021 grâce à l'Arrêté Provincial n° 01/003/ CAB.PROGOUV/K.OR/2021 portant nomination des membres du Comité de gestion du Centre Multifonctionnel Genre de MBUJIMAYI, Kasai Oriental qui abroge celui n° 017/CAB.PROGOU/K OR du 12 juillet 2016 signé par Son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province sortant.

Le CMFG dispose d'un atout, il constitue un cadre d'échanges et carrefour de rencontres de toutes les femmes de Mbuji Mayi. La mise en œuvre des fonds microcrédits, des légers appuis aux Associations des femmes dont 28 avaient déjà été sélectionnées suivant un critère établi. Il est à signaler que deux associations sont en ce moment bénéficiaires des fonds de roulements

Notons que le processus de passation des marchés pour l'acquisition des équipements supplémentaires est en cours pour renforcer la capacité de gestion du CMFG. Aussi signalons que les activités d'alphabétisation sont organisées au sein du CMFG tous les jours pairs et à ce jour, plus de 3000 femmes ont déjà été formées en alphabétisation et ce sont les femmes et les filles mère pour la plupart. Il faut relever qu'il y a aussi des hommes et des garçons qui viennent aussi comme Apprenants. Cependant, il se dégage un constat que depuis que DON BOSCO a aussi commencé des cours d'alphabétisation moyennant un kit de nourriture à la fin de la journée de formation, on n'observe plus l'engouement du départ au niveau du CMFG. Toutes les Apprenantes et tous les Apprenants préfèrent aller chez DON BOSCO où ils reçoivent un petit colis à la fin de chaque journée afin de compenser le manque à gagner enregistré pour n'avoir pas vaqué à leurs occupations de survie de routine plutôt que de venir au CMFG où ils ne reçoivent rien à la fin de la journée des formations.

Avec le matériel informatique reçu du PRISE, le CMG organise des formations en informatique. Notons que 17 personnes des structures identifiées en sont déjà bénéficiaires dont 9 femmes et 8 hommes.

Au moins une trentaine des femmes ont suivi la formation en transformation chimique (production du bactérol, du savon local, du bicarbonate locale...)

Il faut également souligner le partenariat avec l'Antenne ENABEL (Coopération Belge) du Kasai basée à Mbuji Mayi qui manifeste de plus en plus d'intérêt à travailler avec les Associations Féminines affiliées au CMFG. A ce jour, déjà trois descentes sur terrain ont été réalisées avec la Responsable de la Commission économique du CMFG. Un rapport nous partagé a été analysé et un plan d'action a été élaboré en vue de planifier des actions futures. Le CMFG est de plus en plus sollicité pour des activités malgré la distance qui l'éloigne du Centre de la Ville de Mbuji Mayi. Tout récemment encore, on note qu'il y a de plus en plus d'activités qui se déroulent au niveau du CMFG notamment lors de l'organisation des différentes journées de la femme ou même des journées de sensibilisation sur le genre, la santé de la reproduction et autres. A la dernière descente du Point Focal Genre, en décembre 2020, un plaidoyer a été mené au niveau des Autorités Politico Administratives de la Ville en vue de les sensibiliser à orienter la tenue des toutes les activités et différentes manifestations vers le CMFG. A cet égard, une grande sensibilisation des filles sur les mariages précoces avait été organisée (250 jeunes filles) avec caravane motorisée du centre de la Ville de Mbuji Mayi vers la CMFG en vue d'attirer l'attention de tout le monde sur l'existence de ce Site. Cette activité s'est déroulée avec l'appui de UNFPA. Initialement planifiée pour Kananga dans le Kasai Central, à la demande de Madame la Secrétaire Générale au Genre, l'activité a été orientée vers Mbuji Mayi en vue de donner un rayonnement et une visibilité au CMFG qui constitue une précieuse infrastructure moderne dans la Ville de Mbuji Mayi. Des stratégies de redynamisation sont en train d'être mises en place en vue de maximiser la rentabilité du CMFG et elles portent déjà les fruits notamment avec l'exposition permanente des produits des associations des femmes et la présence du Centre de santé à côté du CMFG fait que des boissons et de l'eau sont vendues dans la salle pour les Passants et pour tous ceux qui fréquentent le Centre de Santé.

Depuis avril 2023, le CMG a été appuyé d'un lot important d'équipements pour les chambres et salles de bain, pour le salon commun, la salle de conférence, le salon commun, le réfectoire, la cuisine et la terrasse ainsi les différents produits d'entretien.

Le CMG est en train de devenir plus attrayant car offrant actuellement des services de qualité dans le domaine d'hébergement, de restauration...

IV. 5. Prise en comptes des aspects environnementaux,

Sur le plan environnemental et social, le suivi est assuré par l'ACE et le Consultant individuel

Environnementaliste du PRISE. Les chantiers disposent des PGES et des Experts Environnementaux des Entreprises. Les activités du genre sont également bien suivies par le Projet avec les points focaux et l'Experte en Genre

a. Au niveau des Entreprises

Certaines mesures du PGES et les bonnes pratiques sont intégrées dans les clauses environnementales des dossiers d'appel d'offres (DAO) et les Entreprises ont l'obligation de les mettre en œuvre sous la supervision du bureau de contrôle, de l'UGP et du Ministère chargé de l'Environnement (ACE). Les Entreprises transmettent au projet PRISE le rapport mensuel de mise en œuvre des mesures du PGES et des bonnes pratiques sociales.

b. Au niveau du Ministère chargé de l'Environnement

- Notons qu'un point focal du ministère de l'Environnement était détaché au niveau du projet malgré que la durée de son contrat fût échué tout au début des travaux.
- Les Experts de l'Agence Congolaises pour l'Environnement effectuent des missions ponctuelles pour l'évaluation des impacts environnementaux des travaux sur l'environnement,

c. L'Expert en évaluation environnementale et sociale

d. L'Expert environnemental effectue des missions pour l'évaluation des impacts environnementaux, élabore le rapport au projet et le transmet et ce de manière trimestrielle.

Notons que les travaux de construction des écoles et des centres de santé n'ont pas eu d'impacts négatifs significatifs sur l'environnement.

Synthèse de l'appréciation des impacts des sous-composantes

Activités	Impacts Positifs	Impacts Négatifs
Equipements électromécaniques AEP Tshikapa	Majeur	Mineur
Fourniture et installation de citernes à gasoil pour AEP de Tshikapa	Majeur	Mineur à modérer
Travaux de 505 latrines publiques à fosses humides et à fosses sèches	Majeur	Mineur modéré par la sensibilisation et formations des usagers.
Travaux de construction de 60 écoles et 60 centres de santé	Majeur	Mineur modéré par l'aménagement de sol et installation de couverture végétale.
Travaux de construction du centre multifonctionnel Genre	Majeur	Mineur
Travaux de 6,9 voiries urbaines modernes dans le cadre de la protection des ouvrages de l'AEP Tshikapa.	Majeur	Mineur, la répercussion sur le milieu n'était pas significative.

V. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.

1) Difficultés antérieures :

- ✓ Le retard dans la mobilisation de l'équipe de coordination du Projet intervenue effectivement à la date du 15 juillet 2014, soit sept (7) mois et le premier décaissement le 07/10/2017 (près de 10mois de retard) par rapport au calendrier initial du projet,
- ✓ Les sites d'interventions du projet n'ont été identifiés qu'en décembre 2014 et validés au mois de février 2015, soit une année et deux mois de retard en considérant la date de mise en vigueur du projet,
- ✓ Retard dans l'obtention des avis de non objection de la BAD pour les différentes phases du processus de passation des marchés en rapport avec les travaux d'AEP en milieu rural. Ceci influe négativement sur le niveau d'exécution physique des activités et le calendrier d'exécution du projet,
- ✓ Le retard dans le lancement des travaux d'AEP Mbuji-Mayi dont l'actualisation des études de base qui étaient élaborées en 2004 et l'élaboration du DAOI sous financement de la KFW/REGIDESO n'ont été achevées qu'au mois de mai 2016 au lieu de juin 2014 comme initialement prévu. Il convient de signaler que pour cette activité, il n'était pas prévu au départ un co-financement avec la KFW mais au cours de l'étude, il s'est avéré indispensable pour une meilleure synergie des travaux sur terrain de lancer un seul processus d'acquisition pour recruter une seule entreprise pouvant exécuter simultanément les deux lots des travaux avec le financement de deux bailleurs compte tenu des implications techniques. Le rapport d'évaluation des offres avait été transmis à la BAD mais les procédures d'attribution ont été suspendues par la BAD le 30/06/2017 après avoir donné leur ANO le 08/06/2017 sur la proposition d'attribution des deux lots. Les deux Bailleurs de fonds ont décidé par la lettre du 30/07/2018 de relancer séparément l'AOI pour les deux lots. Le contrat a été signé en date du 13 septembre 2019 et démarré le 05 février 2020. Cette activité présente plus de 23% des ressources du projet. Notons que le retard dans le processus de passation des marchés des travaux de l'AEP Mbuji-Mayi a impacté sévèrement sur la durée du projet. Ainsi suivant la date de sa signature du contrat la BAD a accordé au projet une prorogation de la durée du projet au 30 décembre 2023,
- ✓ L'insécurité avec le phénomène « Kamwina Nsapu » dans la zone d'intervention du projet pendant plus de 10 mois a entraîné la démobilisation de certaines entreprises ainsi que l'arrêt des travaux dans certains sites,
- ✓ Le nombre réduit des effectifs du personnel face à l'envergure des tâches constitue une autre pesanteur sur les délais des livrables. Un personnel d'appoint pour la saisie d'autres données du projet et la logistique sont nécessaires à recruter, Ces tâches sont assurées par les deux chauffeurs de la coordination nationale mais parfois incompatibles avec leur fonction de recrutement,
- ✓ Le non recrutement des missions de contrôle des travaux des centres de santé, des écoles et des latrines a entraîné une augmentation des charges sur le budget de fonctionnement et l'amortissement avancé des véhicules des Antennes à cause des missions importantes de suivi et contrôle par les antennes, qui nécessite un renouvellement du charroi automobile pour la deuxième phase du projet,

- ✓ Faible budget prévu pour le fonctionnement du Projet PRISE, soit 2,8% du budget total de projet. Quoique le budget de fonctionnement soit faible, 98% du budget de fonctionnement a été utilisé pour 100% de la durée prévue pour la mise en œuvre du projet. Ce qui implique la rationalité de gestion de fonds.

2) **Difficultés actuelles :**

- ✓ Retard dans l'obtention des ANO de la BAD,
- ✓ L'absence de formations et les renforcements des capacités des experts du Projet ne permet pas d'améliorer la performance de la mise en œuvre du projet,
- ✓ Faible performance des certaines Entreprises dans le respect du calendrier contractuel des travaux,
- ✓ Lourdeur dans l'exonération de la fiscalité indirecte sur les importations des Entreprises de mise en œuvre du projet,
- ✓ Enclavement de la zone Centre qui ne permet pas l'approvisionnement en matériaux, on peut noter plus de six mois pour transporter une centaine des conteneurs de Lubumbashi à Mbuji-Mayi,
- ✓ Certains sites présentent des difficultés de ressources en eau. D'autres alternatives doivent être préconisées pour avancer et gagner le temps,
- ✓ L'Enclavement de la zone et des sites d'intervention du projet d'AEP d'eau en milieu rural,
- ✓ Faible capacité en management des responsables d'Entreprises,
- ✓ Problèmes de communication des responsables des groupements d'Entreprises,
- ✓ Retard de la réponse négative de la Banque sur la demande de la prorogation du projet au 31 décembre 2024 à 13 jours de la date de prorogation du projet ne permet pas un achèvement aisé de la première phase du projet.

VI. CONCLUSION

Les Prévisions du Plan de Travail et budget annuel du PRISE pour l'année 2023 sont de 39 145 541,06USD essentiellement destinées à financer les activités de la composante développement des Infrastructures Socio-Economiques représentant 87,4% de financement : la composante étude et renforcement des capacités ne finance le budget annuel que de 4,9% et 7,8% du budget était prévu pour la composante gestion de projet.

Le PTBA 2023 par catégorie, les travaux avec 82,3% présente la grande partie des dépenses prévisionnelles par catégorie, les biens avec 0,4 %, les services avec 12,8% et le fonctionnement avec 4,3% Les Divers n'interviennent que faiblement dans les dépenses prévisionnelles du PRISE en 2023 avec 0,3%.

Le PTBA 2023 par sources de financement, c'est le FEF qui présente 48,5% du budget annuel, le financement FAD (46,2%) et le RWSSI intervient 5,4% du budget prévisionnel de l'année 2023.

Depuis le début du projet, la composante A. a connu la signature de 108 contrats (soit 74% de l'ensemble des contrats) dont 81 pour les travaux, 15 pour les biens, 12 pour les services tandis que les composantes B et C ont connu respectivement la signature de 18 contrats et 20 contrats.

Au 31 décembre 2023, PRISE a signé 146 contrats pour une somme de 131 039 279USD et en considérant 8 575 640,97USD présentant la somme des différentes reconstitutions des fonds par le compte spécial FAD, les engagements du PRISE au 31 décembre 2023 sont de 139 614 920 USD des engagements du projet soit un taux d'engagement de 88%.

Sur les prévisions budgétaires annuelles de 39 145 541,06 USD, une somme de 14 394 976 USD ont été décaissés au 31 décembre 2023 soit un taux de décaissement du PTBA de 36,8%. Un cumul des décaissements 126 220 471 d'USD soit un taux de décaissement de 79,79% par rapport aux 158 183 505 USD présentant le budget global du Projet au taux initial de conversion dollars-unités de compte. En ce moment, le cumul de décaissement au 31 décembre 2023 en Unités de compte équivaut à 90 218 838 91 464 019UC soit un taux de décaissement de 87% par rapport au 105 178 000 UC le budget global du PRISE en unités de compte, laissant une somme disponible de 14 959 162 UC à décaisser à la BAD pour la durée restante du projet.

D'une façon globale, le taux des exécutions physiques des activités du projet est de 91% et le taux de l'exécution physique sur les marchés signés est de 90%.

La composante A présente 91% de taux global d'exécutions physiques, en majeure partie ce sont des travaux d'AEP en milieu rural de deux contrats qui posent problème dans l'avancement d'activités et un autre contrat d'AEP en milieu rural qui a été démarré au milieu de l'année 2021. Ce qui est presque

impossible d'achever les travaux d'AEP en milieu rural au 31 mars 2024, date fixée pour le dernier décaissement.

Notons que 100% de la durée du projet avait été consommée au 31 décembre 2023, le taux d'exécution. Les travaux d'AEP en milieu rural et urbain qui représente le sous-secteur le plus important du projet présente un taux d'exécutions physiques de 88%.

Au titre des risques et recommandations,

Il y a lieu de noter :

- ▶ Difficile à achever les travaux d'AEP en milieu rural au plus tard le 31 mars 2023, date fixée pour l'achèvement du PRISE au niveau de SGDR,
- ☞ Dispositions importantes sont à prendre par le Gouvernement et la BAD pour achever les travaux d'AEP en milieu Rural sans empiéter la deuxième phase du projet,
- ▶ **L'objection de la BAD sur la demande de prorogation du projet au 31 décembre 2024 ne permet pas au projet d'organiser l'évaluation des indicateurs finaux du projet**

VII. ANNEXES



Copyright @PRISE 2024

E-mail : projetpriserdc@prise-rdc.com

www.prise-rdc.com

Printed in DR Congo